

Nous le savons, la population accorde une importance de plus en plus grande à sa sécurité et n'envisage pas la possibilité d'avoir une sécurité différenciée sur le territoire. La sécurité doit être la même pour chaque citoyen, même si certaines franges de la population, ont les moyens de s'offrir les services du secteur privé de la sécurité.

Le principe républicain d'égalité veut que quel que soit sa condition ou son lieu d'habitation, un citoyen ait le droit à la même prestation en matière de protection de sa personne et de surveillance de ses biens. En d'autres termes, un individu qui habite dans un village isolé de 300 habitants a autant le droit à la sécurité et à la tranquillité que celui qui loge dans un quartier résidentiel ou dans un grand ensemble.

Vous savez, pour qu'une commune dispose d'une police municipale de taille significative, il est indispensable qu'elle bénéficie d'un potentiel fiscal élevé, ce qui est rarement le cas des communes ou petites villes situées en ZGN. La gendarmerie est, en quelque sorte, la force qui équilibre l'inégalité des ressources des communes en offrant aux citoyens, où qu'ils résident, une sécurité dont le budget communal ne peut assumer le coût.

Diapo 2

Alors comment la gendarmerie assure-t-elle l'égalité des citoyens devant la sécurité ?

Je répondrai à cette question en développant le concept de la gendarmerie ; cette force armée principalement dédiée à la sécurité intérieure, qui se définit non seulement par son statut mais aussi par ses valeurs, sa culture professionnelle, son histoire, ses modes d'organisation et d'action qui confèrent un style particulier à son engagement.

I – la gendarmerie le concept

Toute personne qui réside dans un pays démocratique à des droits consacrés et reconnus et entend bien que ses droits soient exercés en toute et complète liberté, et en toute sécurité. Comme l'affirmaient déjà les révolutionnaires de 1789 : "la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique".

Diapo 3

En fait, l'organisation policière française se caractérise par la présence de deux principales forces de sécurité : l'une à statut civil, la police nationale, et l'autre à statut militaire, la gendarmerie nationale. La gendarmerie n'est pas qu'une force de police à statut militaire, elle est, comme l'indique explicitement le projet de loi, une force armée, dédiée principalement à la sécurité intérieure, mais qui peut être engagée sur les théâtres extérieurs.

Le 1er janvier 2009, la gendarmerie nationale rejoindra le ministère de l'intérieur. Ce rattachement organique marquera le terme d'une évolution entamée en mai 2002. Le transfert, annoncé par le Président de la République, dans son discours du 29 novembre 2007 à l'Arche de la Défense, n'entraîne pas l'abandon du caractère militaire de la gendarmerie. Chaque institution conservera son identité.

Le principe est que chacun travaille dans sa zone de compétence. Il n'est pas question de détourner les effectifs d'une force au profit de l'autre... mais cela n'empêche nullement que des policiers ou des gendarmes puissent se prêter main forte, comme nous le faisons déjà. L'idée est de gagner encore en efficacité pour le bien du service public.

Dans l'esprit "loisien", il est logique que la mission "sécurité" dépende du ministre de l'intérieur et comprenne les deux programmes "police nationale" et "gendarmerie nationale". En effet, des mutualisations et des regroupements de marchés permettront de diminuer les coûts, mais aussi de gagner en efficacité. Je pense à la mutualisation de certaines formations spécialisées, de certains équipements, de la réparation automobile. Le même atelier ne peut-il assurer la maintenance de véhicules semblables, qu'ils appartiennent à la police ou à la gendarmerie ? (stand de tir...)

Le système dualiste est une chance notamment dans le domaine judiciaire. En effet, le procureur de la république, qui dirige la police judiciaire, dispose du libre choix des OPJ, policiers ou gendarmes, tous égaux en droit comme l'énonce le CPP. Ce système garantit l'indépendance et l'efficacité de la justice par la liberté de choix ainsi offerte au magistrat.

La gendarmerie a acquis une légitimité profonde fondée à la fois sur le principe intangible de la subordination du militaire à l'autorité civile et sur une tradition d'intégration au sein de la population dont elle assure la sécurité.

Diapo 4

Pour les missions judiciaires, la gendarmerie nationale dépend du ministre de la Justice.

L'exercice des missions de défense reste sous la responsabilité du ministre de la Défense.

Pour l'emploi dans le cadre des missions de sécurité intérieure, la Gendarmerie nationale dépend du ministère de l'Intérieur.

Diapo 5

Tout le monde connaît ou croit connaître la gendarmerie. Le gendarme départemental en tournée de commune, celui des PGHM dans les missions de secours, le gendarme du GIGN qui libère les otages et neutralisent les forcenés, bénéficient d'un indéniable capital de sympathie. Pourtant la gendarmerie reste méconnue. Elle est souvent réduite à sa mission répressive sur les routes, associée à des clichés plus ou moins fossiles, véhiculés par des oeuvres de fictions ou l'imagerie d'Épinal.

Que sait-on de l'organisation et des moyens, de ses compétences, de son expertise judiciaire et des personnels ? Trop peu sans doute. Pourtant la gendarmerie est indispensable pour assurer l'égalité des citoyens devant la sécurité ; autant par le maillage territorial qu'elle assure que par la formation, la disponibilité, le dévouement de ses personnels et l'extraordinaire capacité de mobilisation de ses moyens. Les gendarmes font partie du paysage français. Ce sont, des militaires aussi appelés "soldats de la loi" et ils sont profondément attachés à la loi.

Le service du public est d'autant mieux inscrit dans les « gènes » de la gendarmerie que le contact avec la population est une des conséquences du maillage territorial. La connaissance des habitants, les liens étroits avec la population sont directement liés à l'esprit du décret du 20 mai 1903 et des pratiques professionnelles qui ont été enseignées à toutes les générations de gendarmes.

Diapo 6

Le personnel de la gendarmerie est composé de militaires (officiers, sous-officiers, volontaires) et de personnels civils (catégories A, B et C, ouvriers d'État) soit 105440.

La montée en puissance des capacités est également liée au développement de la réserve opérationnelle, aujourd'hui mieux formée, mieux équipée, mieux entraînée. Elle constitue une force d'appoint, souple et rapidement mobilisable. Elle est composée de volontaires civils et d'anciens militaires de la gendarmerie ou des armées. Les réservistes effectuent les mêmes missions que le personnel d'active, à l'exception des compétences spécifiques liées à l'exercice de la police judiciaire.

Diapo 7

Le modèle traditionnel du gendarme repose sur son rôle social d'aide et d'assistance auquel il est très attaché. Il repose aussi sur la polyvalence. Le même gendarme en brigade fait à la fois de la surveillance, du renseignement et des enquêtes judiciaires. Toutes ses missions sont mêlées au quotidien : prévention, répression, dissuasion et surtout protection, le tout étroitement imbriqué, ce qui concourt à bâtir cette image du gendarme proche de la population.

La gendarmerie exerce la surveillance du territoire en s'appuyant sur un maillage territorial jusqu'à l'échelon du canton aussi bien en France métropolitaine qu'en outre-mer. Aujourd'hui, ce dispositif s'appuie sur environ 3500 brigades. Les évolutions de la société et les déplacements de population imposent une adaptation permanente du dispositif territorial.

La gendarmerie assume seule la responsabilité de la sécurité publique sur 95 % du territoire, au profit de 50 % de la population.

Le 1er juillet 2005, la gendarmerie nationale a procédé à une réorganisation de sa chaîne de commandement territorial, s'inscrivant ainsi dans le processus de réforme de l'État. Elle s'articule désormais en 22 régions de gendarmerie correspondant aux 22 régions administratives.

Chaque région de gendarmerie est commandée par un général ou colonel. Il exerce son autorité sur les unités territoriales de sa région et se trouve directement subordonné au directeur général de la gendarmerie nationale.

Diapo 8 – articulation GD - GM

Les unités de gendarmerie mobile (escadrons, groupement) sont maintenant rattachées aux commandants de région, commandant de la gendarmerie pour la zone de défense.

Au niveau du département, on trouve un groupement de gendarmerie départementale. Ce groupement est subdivisé en compagnies correspondant chacune à un arrondissement.

Diapo 9 – la GD et unités spécialisées

En privilégiant le contact avec la population, la gendarmerie départementale contribue à la sécurité publique générale. D'un effectif de 66000 personnels, c'est une véritable force de proximité qui remplit toutes les missions dévolues à la gendarmerie (administratives, judiciaires, militaires). Elle est organisée en unités territoriales (les brigades et communautés de brigades) et unités spécialisées.

Diapo 10 – les gendarmeries spécialisées et autres formations

Il existe également des gendarmeries spécialisées et d'autres formations.

Aujourd'hui lorsqu'on évoque les problèmes de sécurité et les attentes des citoyens en matière de protection des personnes et des biens ou de tranquillité publique, l'action de proximité paraît le seul concept à même de garantir une réelle prévention ainsi qu'une réactivité efficace et adaptée.

Diapo 11

L'histoire nous donne un éclairage sur le maillage territorial.

Etabli en 1720 et étoffé depuis (le principe d'une brigade par canton a été fixé en 1851), le maillage avait pour objectif d'assurer la souveraineté royale, le passage du courrier officiel et la sécurité en tous points du territoire. Le Blanc, alors secrétaire d'Etat à la Guerre, avait imaginé ce que l'on qualifie aujourd'hui de "police de proximité". La démarche était pragmatique, car elle s'appuyait sur le fait qu'aucune institution autre que la maréchaussée ne pouvait satisfaire cet objectif politique.

La réforme a transformé l'ancienne Maréchaussée, dont les modes d'action étaient matérialisés par des "grandes chevauchées" partant des villes de garnison pour pacifier le pays. Mais ces chevauchées avaient un rayon d'action limité par la fatigue des hommes et des chevaux. Les villes étant plus sûres, les cavaliers de la maréchaussée avaient aussi une fâcheuse tendance à y revenir et à y résider, car il leur était plus facile et moins dangereux d'exercer à l'intérieur des murs d'enceinte que de s'aventurer au péril de leur vie dans le désert incertain des campagnes du royaume. C'est pourquoi, plusieurs décisions ont obligé la maréchaussée à sortir des villes.

Le maillage de la gendarmerie est donc la réponse alors apportée aux insuffisances d'une offre de sécurité centrée à partir des villes et rayonnant de manière intermittente par le biais de chevauchées au rayon d'action réduit. Ce maillage a été organisé le long des "grands chemins".

Chaque brigade a été un "rivet" permettant de faire coïncider la géographie de la puissance publique avec celle du territoire. L'organisation territoriale de la gendarmerie, héritière de celle de la maréchaussée, a été l'un des ferments de l'établissement de l'Etat de droit, notamment sous la troisième république. Chaque brigade a symbolisé un relais de la république, le "le gendarme" étant, avec le maire et l'instituteur, l'un des "hussards" de la loi républicaine, comme en témoigne notamment l'imagerie populaire de la fin du XIXème siècle.

Le maillage n'a jamais été remis en cause, même s'il a fait l'objet d'ajustements. Le principe du maintien d'une brigade par canton en ZGN a été observé.

Le canton correspondait, en effet, jusqu'à la fin du XIXème siècle, à un cadre de vie géographique, économique et social bien réglé. Les hommes ne le quittaient que pour satisfaire aux obligations de la conscription ou pour partir à la guerre. La vie économique était marquée par une relative autarcie. Le chemin de fer et, plus tard, l'automobile ont transformé la vie quotidienne des français. L'industrialisation a ouvert les voies de l'exode rural avec pour corollaire, le développement des villes et des banlieues.

Diapo12

Le continuum territorial est une caractéristique qu'aucune autre force de sécurité n'offre et ne peut offrir, sauf... à se transformer en gendarmerie. La finalité de l'action de la gendarmerie se trouve ainsi posée : offrir en tous points du territoire, de métropole ou d'outre-mer, un standard de sécurité à la fois homogène, car conforme aux orientations nationales, et diversifié, pour tenir compte des circonstances locales.

Le continuum "paix-crise-guerre" offre plus que jamais un champ d'action pour la gendarmerie. De par sa capacité à prendre en charge dans leur diversité les problématiques de sécurité sur un territoire vaste, parfois dépeuplé, peu accessible ou dangereux par sa nature ou en raison des troubles qui l'affectent, la gendarmerie apporte une plus-value au dispositif de sécurité intérieure et garantit l'égalité de traitement des citoyens devant la sécurité.

Elle est l'expression de la souveraineté de l'Etat. Ses personnels sont la représentation la plus déconcentrée de la loi. D'où l'expression "soldat de la loi". A la réunion, la population voyant les gendarmes a coutume de dire : "c'est la loi qui passe".

Vous l'avez bien compris, la gendarmerie est en mesure d'accomplir l'ensemble de ses missions dans toutes les situations susceptibles de se présenter (en temps de paix comme en temps de guerre). Elle reste opérationnelle sur l'ensemble de l'arc de crise en France comme à l'étranger.

Dans le cadre de l'accord de Schengen, la gendarmerie assure la surveillance de 95 % des frontières terrestres et concourt au renforcement de la sécurité de l'espace Schengen par :

- l'échange d'informations organisé par les centres opérationnels des 23 GGD frontaliers, "points de contacts opérationnels Schengen";
- l'intervention d'unités de la gendarmerie départementale dans le cadre de l'application des mesures de coopération policière ;
- la surveillance des 3 500 km de côtes françaises, frontières extérieures à Schengen, par la gendarmerie maritime.

Diapo 13

L'activité internationale des gendarmes est prégnante au plan opérationnel :

- avec plus de 500 militaires de la gendarmerie engagés sur les théâtres d'opérations extérieures (Kosovo, Bosnie, Afghanistan Afrique), y compris dans des actions humanitaires (tsunami en Thaïlande) ;
- par la présence de + de 300 gendarmes assurant la sécurité de 97 des représentations diplomatiques à l'étranger ;
- par la participation au "réseau" des attachés de sécurité intérieure;
- par l'action prévôtale au sein des forces armées ;
- par un apport constant à l'action de la Section centrale de coopération opérationnelle de police (SCCOPOL), développant ainsi les canaux de coopération policière (Europol, Schengen, Interpol...) et différents contacts au travers de réseaux spécifiques.

En conclusion, je dirai que le maillage territorial garantit la présence vigilante de l'état en tous points du territoire métropolitain, comme outre-mer. Sa proximité avec la population et les élus l'enracine dans la communauté nationale et lui permet d'accomplir les missions qui lui sont confiées. En sachant mobiliser en permanence les moyens importants, variés et complémentaires, la gendarmerie nationale représente un outil privilégié de gestion des crises et de la protection de la population. Voilà rapidement exposé "le concept de la gendarmerie" qui lui permet d'assurer l'égalité des citoyens devant la sécurité.